

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

AVENANT N° 20 *BIS* DU 15 SEPTEMBRE 2006
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
(BOURGOGNE)

NOR : *ASET0750052M*
IDCC : *1597*

Entre :

La fédération française du bâtiment Bourgogne,

D'une part, et

La confédération générale du travail Force ouvrière, unions départementales de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de Saône-et-Loire, et de l'Yonne ;

L'union régionale construction et bois Bourgogne CFDT ;

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre VIII, chapitre I^{er}, de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990, étendue par arrêté ministériel du 12 février 1991, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Bourgogne applicables à compter du 1^{er} jour du mois civil suivant la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 2

Pour la région Bourgogne, les parties signataires du présent accord ont fixé en application de l'article 8.18 de la convention collective nationale précitée le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)

ZONE	INDEMNITÉ de frais de transport	INDEMNITÉ DE TRAJET
Zone 1 A (0 à 5 kilomètres)	0,48	0,46
Zone 1 B (5 à 10 kilomètres)	1,42	1,36
Zone 2 (10 à 20 kilomètres)	2,14	2,45
Zone 3 (20 à 30 kilomètres)	3,55	3,70
Zone 4 (30 à 40 kilomètres)	4,99	5,19
Zone 5 (40 à 50 kilomètres)	6,45	6,13

L'indemnité de repas est fixée à 8,30 € applicable conformément aux modalités prévues dans l'article 8.15 de la convention collective des entreprises de plus de 10 salariés.

Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction générale du travail du ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Dijon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord.

Fait à Dijon, le 15 septembre 2006.

(Suivent les signatures.)